

Engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien

Intervention de François Fillon à l'Assemblée nationale

Mercredi 25 novembre 2015

Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre,

Mes chers collègues,

Le vendredi 13 novembre, une certaine idée de la vie française a été massacrée.

Cette vie où l'on déambule dans Paris, où l'on se retrouve au concert, à la table d'un bistrot, entre amis.

Cette vie où le débat et l'humour sont permis.

Cette vie où la beauté des femmes n'est pas recouverte de noir.

Cette vie où l'on peut croire en Dieu où ne pas y croire.

Cette vie où l'on s'exprime par son vote et non par les armes.

Cette vie où les mots de liberté, d'égalité et de fraternité ont encore un sens.

Oui, cette vie-là a été assassinée, et elle le fut par des djihadistes français qui préfèrent mourir pour un califat intégriste que de vivre dans le pays des droits de l'homme.

Pour ceux qui hésiteraient encore à mettre les mots sur les faits, nous sommes en guerre face à une organisation puissante et structurée, un Etat fanatique.

Contre cet ennemi, le groupe des Républicains n'a jamais esquivé ses responsabilités.

Pour l'engagement de nos forces armées en Irak, pour l'extension des opérations au-dessus de la Syrie, pour la prolongation de l'état d'urgence, nous avons fait notre devoir, et nous le ferons encore aujourd'hui.

Mais depuis plus d'un an aussi, nous avons lancé l'alerte : lorsqu'on fait la guerre, il faut se donner tous les moyens de la gagner !

Nous sommes loin du but.

Après des mois de bombardement, l'adversaire reste redoutable. Il s'attaque plus violemment encore qu'au mois de janvier à nos concitoyens ; il mène des opérations

quasi simultanées contre les russes en Egypte, contre la démocratie tunisienne, contre le fragile Liban ; il tient ses positions en Irak ; il est aux portes de Damas.

Nous n'avons jamais cru à une victoire éclair... Mais, monsieur le Premier ministre, il y a eu des erreurs, des retards, et votre stratégie est dans l'impasse.

Il y a un an, vous affirmiez que l'intervention de forces aériennes ne pouvait concerner que l'Irak et non la Syrie.

Pour le gouvernement, il fallait éviter à tout prix d'aider le régime de Bachar Al-Assad alors qu'en réalité il fallait à tout prix détruire l'Etat islamique.

En septembre 2014, je vous avais pourtant alerté, avec d'autres, sur le fait que « le combat contre l'Etat islamique ne pouvait être victorieux que s'il était livré sur tous les fronts ».

Nous avons perdu du temps et l'ennemi a utilisé le sien en alignant les conquêtes et les massacres.

Les minorités chrétiennes ou yézidiennes ont été décimées et chassées de leur pays. Palmyre n'est plus. Quant à Damas, sa chute n'a pu être évitée que par l'intervention des Russes.

Cette impasse est le résultat d'une vision diplomatique erronée.

Le leitmotiv du « ni Assad ni Daech » fut une erreur.

Nous n'avons aucune complaisance concernant Bachar el Assad, mais lorsqu'on fait la guerre et que l'on doit protéger les Français des représailles, on ne multiplie pas ses adversaires, et au surplus, on ne méprise pas ses éventuels alliés. Et parmi eux, la Russie.

Je n'ai pas attendu le 13 novembre pour dire que Moscou devait être intégré à une coalition internationale.

Au lieu de cela, nous avons préféré engager un bras de fer avec la Russie, lui imposer des sanctions, l'écartier du G8, lui refuser la vente de nos Mistral...

Bien sûr, la crise ukrainienne était là, mais à force de ne voir qu'elle, nous avons perdu de vue la menace principale !

Par manque de clairvoyance, la France s'est privée de marges de manœuvre et fut doublée par les événements.

C'est sans nous que les Américains et les Russes ont engagé des discussions directes cet été. Et c'est sans nous qu'ils ont pris l'initiative de relancer le mois dernier à Vienne le processus diplomatique, auquel notre pays s'est rattaché.

Le président de la République semble décidé à changer de stratégie.

Après y avoir été hostile, il ordonne de frapper l'Etat islamique sur le territoire syrien, se rend au Kremlin, milite pour une vraie coalition internationale, renonce à faire du départ d'Assad le préalable du préalable... Ce qui était impossible ou inadmissible l'année dernière est devenu nécessaire aujourd'hui.

Nous soutenons ce revirement, mais au fond de nous, il y a de la colère devant le temps perdu.

C'est pourquoi, Monsieur le Premier ministre, nous vous disons - avec la franchise qu'autorise notre démocratie - que notre soutien ne sera pas sans critiques pour le passé, ni exigences pour l'avenir.

Nous attendons du président de la République qu'il ne ménage aucun effort pour constituer la coalition la plus large possible contre l'Etat islamique.

Qu'est ce que cela signifie ?

D'abord, fédérer dans un même cadre opérationnel tous ceux qui sont présents sur le terrain pour lutter contre l'Etat islamique. Comment croire, alors qu'un avion d'un pays de l'OTAN a abattu hier un appareil russe, qu'une simple coordination des efforts internationaux contre l'Etat islamique pourrait suffire ?

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une coalition, d'une coalition unique, d'une bannière unique contre le drapeau noir, avec des objectifs militaires et politiques partagés.

Ne soyons pas naïfs. Nous ne vaincrons pas l'Etat islamique sans cela.

Churchill, de Gaulle, Roosevelt, Staline, qui avaient bien peu de choses en commun, n'en ont pas fait l'économie pour en finir avec le nazisme.

Il faut donc que nous fassions tout pour que soit organisée une conférence au sommet associant Obama, Poutine et les Etats de la région - Turquie, Iran et les pays du Golfe, compris.

Mais cela n'est pas tout.

Peut-on combattre côte à côte avec les Russes, alors que nous leur imposons dans le même temps des sanctions européennes ? La réponse est non !

La France doit prendre ses responsabilités et obtenir, lors du prochain conseil européen, qu'un terme soit mis à ces sanctions.

L'enjeu n'est pas de savoir si le Président Russe joue une partie d'échec diplomatique, parmi bien d'autres acteurs orientaux ou occidentaux. L'enjeu est de mettre tout le monde en ordre de bataille !

L'accord sur le nucléaire permet aussi d'envisager la réintégration de l'Iran dans les discussions.

Son influence sur le terrain et la présence de ses forces spéciales en font, qu'on le veuille ou non, un élément-clé de la victoire au sol.

Pour vaincre les terroristes, nous ne pourrions pas nous passer d'une liaison avec les autorités syriennes.

Comment abattre l'Etat islamique, dont les sanctuaires et les centres de décision sont en Syrie, comment bâtir une solution politique, sans a minima des échanges de renseignements avec le régime en place ?

Nous demandons l'ouverture d'un poste diplomatique à Damas et l'envoi dans un premier temps d'un chargé d'affaires pour ouvrir ce canal d'échange d'informations. J'ajoute que ce serait un réconfort bienvenu pour la communauté française en Syrie qui se sent abandonnée.

Sur le terrain, il faut intensifier les bombardements des centres névralgiques de l'ennemi.

L'arrivée du porte-avions Charles-de-Gaulle permet de tripler notre capacité de frappe. Nous ne devons pas nous cantonner de cibler Raqqa mais étendre nos

frappes aux zones qui permettent à l'Etat islamique de répandre sa gangrène jusqu'à l'Europe, et notamment à la frontière entre la Syrie et la Turquie.

C'est indispensable pour mettre un terme à la porosité de la frontière, par laquelle transitent les combattants étrangers.

C'est indispensable aussi pour aider les Kurdes, dont la bravoure ne se dément pas.

Toujours sur le plan militaire, nous devons aussi avoir le courage d'anticiper l'étape d'après et les actions au sol. L'Etat islamique sera affaibli depuis les airs mais il sera vaincu au sol.

Ne répétons pas les erreurs de l'Irak ou d'Afghanistan en laissant planer l'hypothèse d'une opération occidentale, qui provoquerait une réaction de rejet sur laquelle misent tant nos ennemis.

En revanche, il faut penser les actions au sol avec ceux qui combattent effectivement l'Etat Islamique en Syrie et en Irak et avec les Etats de la région, qui sont les plus directement menacés.

C'est à eux qu'il revient d'éradiquer le mal qui menace désormais une immense région qui va du Pakistan au Nigéria et dont le Yémen et la Lybie constituent les cibles les plus fragiles.

Nos efforts doivent être autant militaires que diplomatiques.

Les réunions qui se sont tenues à Vienne ont conduit à l'adoption d'une feuille de route et d'un calendrier, qui ont été endossés par la Russie et l'Iran.

Ne multiplions pas les points de blocage quant au départ préalable du président syrien et sachons rester ouverts aux schémas qui permettraient de concrétiser l'horizon d'une transition politique.

Notre action devra s'inscrire dans le cadre du droit international.

Pour l'instant, la résolution 2249, votée à notre demande, n'est qu'un texte déclaratoire et symbolique. C'est un premier pas, utile mais insuffisant.

Nous devons obtenir du Conseil de sécurité l'adoption d'une résolution placée sous le chapitre VII de la charte des Nations Unies, le seul qui prévoit l'autorisation de

l'usage de la force, le seul qui permettrait de mettre nos adversaires au ban de la communauté internationale.

Nous devons aussi exiger de certains de nos alliés la clarification de leur engagement.

L'Arabie saoudite et certains Etats du Golfe restent flous à l'égard du financement des djihadistes. Le gouvernement nous dit qu'il ne dispose d'aucun élément de preuve de l'existence de tels financements, mais les mosquées de Molenbeek ont bien été financées par l'Arabie Saoudite. «Dons privés», nous dit-on, dons privés... Cessons de fermer les yeux !

Et que dire de la Turquie ?

C'est par elle que transitent les plus grands flux de combattants européens vers la Syrie.

C'est par elle que sort l'essentiel du pétrole produit dans les zones contrôlées par les terroristes.

C'est son armée qui vient d'abattre un avion allié et qui bombarde les kurdes.

Notre pays et ses alliés doivent exiger le maximum de solidarité du président Erdogan, qui ne saurait utiliser la question des réfugiés pour éluder ses responsabilités à l'égard de l'Alliance atlantique dont son Etat est membre.

Le gouvernement français ne doit pas accepter qu'un accord entre l'Union Européenne et la Turquie puisse être conclu sans une clarification de la politique d'Ankara à l'égard de la Syrie.

Monsieur le Premier Ministre, vous pouvez vous convaincre que votre revirement ne serait que la conséquence d'un changement de stratégie russe que vous êtes bien le seul à percevoir, vous pouvez une nouvelle fois ignorer nos avertissements...

Mais vous prendrez alors seul la responsabilité d'un enlisement qui aura de graves conséquences pour la sécurité des français.

Mes chers collègues,

Partout ces jours ci, la Marseillaise est chantée et je vois des drapeaux tricolores. Ce drapeau rassemble tous ceux, qui au-delà de leurs origines et de leurs religions, aiment la France.

Parmi nous, j'invite nos concitoyens musulmans à se dresser contre ceux qui instrumentalisent leur foi.

Dans aucune parcelle de notre territoire, les fanatiques ne doivent trouver le moindre repos.

Partout, sur le plan sécuritaire, culturel, spirituel, les fondamentalistes doivent se heurter à un mur.

Les terroristes pensaient que nous étions incapables de réagir.

J'ai lu le récit de ces Français, qui, sur les lieux des attentats, ont été braves. Au Bataclan, certains couvraient de leurs corps leurs voisins, d'autres protégeaient ou secouraient les victimes. Et puis, nous avons vu de quoi sont capables nos policiers, nos pompiers, nos médecins, nos soldats.

Nous sommes les héritiers d'un grand peuple qui est monté sur les barricades pour sa liberté, qui est sorti des tranchées pour sa souveraineté. Nous ne sommes pas des anonymes : nous sommes la France ! Pour elle, nous allons résister, nous allons nous battre, et nous devons vaincre.